

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 6 (1888)
Heft: 54

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 05.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Bern, 21. April — Berne, le 21 Avril — Berna, li 21 Aprile

Jährlicher Abonnementspreis Fr. 6. (halbj. Fr. 3). — Abonnements nehmen alle Postämter sowie die Expedition des *Schweiz. Handelsamtsblattes* in Bern entgegen. **Abonnement annuel Fr. 6. (Fr. 3 pour six mois).** — On s'abonne auprès des bureaux de poste et à l'expédition de la *Feuille officielle suisse du commerce* à Berne. **Prezzo delle associazioni Fr. 6. (Fr. 3 per semestre).** — Associazioni presso gli uffici postali ed alla spedizione del *Foglio ufficiale svizzero di commercio* a Berna.

Amtlicher Theil. — Partie officielle. Parte ufficiale.

Abhanden gekommene Werthtitel. — Titres disparus. — Titoli smarriti.

Mit Bewilligung des Obergerichtes wird anmit der unbekannte Inhaber der Obligation der Zürcher Kantonalbank Nr. 124007 im Betrage von Fr. 500, d. d. 10. September 1881, mit vierprozentigen Zinscoupons vom 31. Mai 1887 bis 30. November 1891, aufgefördert, dieselbe binnen drei Jahren, von heute an, in der Bezirksgerichtskanzlei Zürich vorzulegen, widrigenfalls die Amortisation ausgesprochen würde.

Zürich, den 18. April 1888.

(71—1)

Im Namen des Bezirksgerichtes II. S.,

Der Gerichtsschreiber:

H. Schurter.

Le président du tribunal civil du district d'Aigle donne avis au public que le Crédit d'Aigle, représenté par son directeur, M. Louis Croisier, à Aigle, et la masse des biens en discussion d'Edouard Curchod-Durussel, représentée par son liquidateur, M. Edouard Genet, notaire à Bex, lui ont adressé une requête tendant à l'annulation du certificat d'inscription n° 82, délivré audit Curchod-Durussel le 2 septembre 1882, constatant qu'il a été admis à faire partie de la société du Crédit d'Aigle pour une somme de fr. 5000, soit cinquante parts de fr. 100 et qu'il a fait à l'administration un versement du dix pour cent de cette somme. Ils ont produit une copie de ce titre dont l'original est égaré.

Procédant conformément aux articles 844, 793 et suivants du code fédéral des obligations, le président somme le détenteur inconnu du certificat sus-mentionné de le produire au greffe du tribunal, dans un délai de trois mois, échéant le 5 août prochain, à défaut de quoi, il en prononcera l'annulation dans son audience du lundi 13 du même mois.

Donné pour être publié trois fois dans la Feuille officielle suisse du commerce et inséré dans la Feuille des avis officiels du canton de Vaud.

Aigle, le 18 avril 1888.

(67—3)

Le président:

A. Greyloz.

Rechtsdomizile. — Domiciles juridiques. — Domicilio legale.

Bremer Spiegelglas-Versicherungs-Gesellschaft.

Zu den auf Grund des schweiz. Bundesgesetzes vom 25. Juni 1885 bereits publizierten Rechtsdomizilen, von welchen die für Genf, Theoph. Urech in Genf, und für Tessin, Holtmann & C° in Lugano, außer Kraft getreten sind, werden noch folgende zur öffentlichen Kenntniß gebracht:

Für die Kantone

Genf:

André Kühne in Genf.

Waadt:

Geschäftsagent Feraz in Lausanne.

Solothurn:

Lehrer Roth in Grenchen (Solothurn).

(69—1)

Die Direktion: **H. Brüns.**

Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio.

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Kanton Bern — Canton de Berne — Cantone di Berna

Bureau Aarwangen.

1888. 19. April. Die Kollektivgesellschaft unter der Firma **Egli-Reinmann & C^{ie}** in Langenthal (S. H. A. B. 1883, pag. 54) wurde im Handelsregister des Amtsbezirks Aarwangen gestrichen, weil das Geschäft von Langenthal nach Basel verlegt worden ist. Damit fällt auch die an Ernst Rudolf Egli in Langenthal (S. H. A. B. 1886, pag. 89) ertheilte Prokura dahin.

Bureau Bern.

19. April. Die Firma **J. H. Pfeifer**, Wasserleitungsunternehmung in Bern (S. H. A. B. 1883, pag. 302), ertheilt Prokura an Herrn Otto Marthaler von Bümpliz, in Bern.

Bureau de Courtelary.

16 avril. Le chef de la maison **J. Wolfender**, à S'-Imier, est Jean Wolfender, de Kreuzlingen, canton de Thurgovie, négociant à S'-Imier.

Genre de commerce: Exploitation des magasins «Au Petit Louvre», ayant pour objet confections, nouveautés et tissus en tous genres.

Kanton Luzern — Canton de Lucerne — Cantone di Lucerna

1888. 16. April. Unter dem Namen **Turnverein in Luzern** besteht in der Stadt Luzern ein Verein, welcher den Zweck hat, seine Mitglieder allseitig körperlich auszubilden, sowie das Turnen und die nationalen Spiele zu heben und zu verbreiten. Die Statuten des Vereins datiren vom 19. November 1883, mit Nachtrag vom 6. Februar 1886. Aufnahms- und Entlassungsgesuche sind schriftlich einzureichen. Die Mitgliederaufnahme unterliegt der Abstimmung. Die näheren Bedingungen der Mitgliedschaft sind in den Statuten niedergelegt. Der Verein wird von einem Vorstände von acht Mitgliedern geleitet, welcher alljährlich in der Generalversammlung aus der Mitte der stimmberechtigten Mitglieder bei geheimer Abstimmung gewählt wird. Die Bekanntmachungen des Vereins geschehen mittelst Einrückung im «Luzerner Tagblatt» und «Vaterland». Für die Verbindlichkeiten des Vereins haftet nur das Vereinsvermögen. Der Verein wird nach Außen rechtsverbindlich vertreten durch die Kollektivunterschrift des Präsidenten und Aktuars; Präsident ist: Karl Fritsch, Aktuar ist: Joseph Brunner, beide wohnhaft in Luzern. Außer den Genannten sind zur Unterschrift in Einzelzeichnung nachfolgende Mitglieder des für die Durchführung des eidg. Turnfestes pro 1888 bezeichneten Organisationskomites befugt: Nationalrath F. Wüest, Präsident; Jakob Naef, Sekretär; J. Schmid, Festkassier, sowie die Präsidenten der Spezialkomites, als: A. Egger, Bankdirektor; V. Stirnimann, Bauinspektor; Dr. Joh. Winkler, Fürsprecher; A. Geißhüsler, Oberst; K. Imfeld, Oberstlieutenant; Dr. E. Schumacher-Kopp, Kantonschemiker; J. Hofstetter-Haefliger, Stadtrath; Alb. Gelzer, Turnlehrer, alle wohnhaft in Luzern.

Kanton Freiburg — Canton de Fribourg — Cantone di Friburgo

Bureau de Romont (district de la Glâne).

1888. 17. avril. L'association existant sous le nom de **Société de laiterie ou de fromagerie de Montet (Glâne)**, non encore inscrite au registre du commerce, a, sous date du 26 mars 1888, adopté de nouveaux statuts, lesquels prescrivent entre autres ce qui suit: Le siège de l'association est à Montet (Glâne). Elle a pour but de procurer à ses membres les moyens de tirer du lait de leurs vaches le parti le plus avantageux, soit en le vendant en commun, soit en fabriquant du fromage ou d'autres produits. Sa durée est illimitée. Pour faire partie de l'association, il faut être domicilié dans la commune de Montet (Glâne) ou tout au moins y être propriétaire d'un bien rural. La demande d'admission est adressée par écrit au président de la commission au plus tard un mois avant le commencement de l'année comptable. L'admission est décidée par l'assemblée générale. Pour entrer dans l'association, chaque nouveau membre paie une finance d'admission de fr. 100 par vache qu'il possède; le nombre de vaches est fixé par la commission d'après l'étendue et la nature des fonds. On cesse de faire partie de la société: 1° par la retraite volontaire, 2° par la faillite, 3° par l'exclusion prononcée par l'assemblée générale. La sortie volontaire ne peut avoir lieu qu'à la fin d'une année comptable et moyennant un avertissement préalable de deux mois, sauf en cas de partage, de vente, d'amodiation et de résiliation de bail. L'exclusion a lieu dans les cas prévus aux statuts, sans préjudice à l'art. 685 du code fédéral des obligations. La sortie de l'association par les modes sus-indiqués entraîne pour l'associé sortant la perte de tous droits à l'avoir social. Les engagements de la société vis-à-vis des tiers sont uniquement garantis par les biens sociaux, les associés étant exonérés de toute responsabilité personnelle. Les dépenses de la société sont couvertes au moyen d'une contribution annuelle fixée par l'assemblée générale. Les organes de la société sont: a. l'assemblée générale, b. la commission, c. le tribunal arbitral. La commission est composée de cinq membres, nommés par l'assemblée générale parmi les associés pour le terme de cinq ans et rééligibles. Elle s'organise elle-même par la nomination d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire, tous pris dans son sein, puis d'un caissier qui peut être pris en dehors de la commission, mais ceulement parmi les associés. Le président et le secrétaire ont ensemble la signature sociale; ils représentent et engagent l'association vis-à-vis des tiers par leur signature collective. Les membres de la commission sont: Jean Demierre, syndic, président; Maurice Demierre, vice-président; Victor Demierre, secrétaire; Joseph, fleu Antoine Demierre, caissier; Jean Pesse, fleu François, tous à Montet.

Kanton Schaffhausen — Canton de Schaffhouse — Cantone di Sciaffusa

1888. 19. April. Die Firma **Conrad Rauschenbach** in Schaffhausen ertheilt Prokura an Herrn Alfred Stokar von Schaffhausen, in Schaffhausen.

19. April. Die Kollektivgesellschaft **D^r Felix & C^{ie}** in Schaffhausen (in das Handelsregister eingetragen am 24. Januar 1888 und publiziert in S. H. A. B. vom 31. Januar 1888, pag. 96/97) ist durch Konkurs aufgelöst worden und die Firma erloschen.

Appenzell A.-Rh. — Appenzell-Rh. ext. — Appenzello est.

1888. 17. April. Die Firma **J. J. Nef** in Herisau und St. Gallen (S. H. A. B. 1883, 31. Januar, pag. 76; 1887, 15. Juni, pag. 478; 1887, 5. Oktober, pag. 770, und 1888, 5. April, pag. 357) erteilt Prokura an Joh. Jakob Nef junior von St. Gallen.

Kanton St. Gallen — Canton de St-Gall — Cantone di San Gallo

Bureau St. Gallen.

1888. 16. April. Die Firma „**Ad. Buchheister**“ in St. Gallen (S. H. A. B. 1883, pag. 328) ist in Folge Todes des Inhabers erloschen. Inhaber der Firma **Frau Pauline Wild** vorm. **Ad. Buchheister** in St. Gallen ist Frau Pauline Wild geb. Lindenmann in St. Gallen.

17. April. Die Firma **J. U. Locher R. Heuberger Nachf.** in St. Gallen (S. H. A. B. 1883, pag. 247) ist in Folge Verzichts des Inhabers erloschen.

17. April. Die Firma **Frischknecht-Tanner** in St. Gallen (S. H. A. B. 1883, pag. 19) wird von Amtes wegen gelöscht, da seit dem Wegzug des Inhabers mehr als ein Jahr verfloßen ist.

18. April. Die Kollektivgesellschaft **L. & S. Stier** in St. Gallen (S. H. A. B. 1883, pag. 25) hat sich in Folge Aufgabe des Geschäfts aufgelöst; die Liquidation ist beendet.

Kanton Graubünden — Canton des Grisons — Cantone dei Grigioni

1888. 16. April. Die Firma **H. Enzler** in Chur (S. H. A. B. 1883, pag. 219) ist in Folge Wegzugs und Verlegung ihres Domizils nach Altstätten (Rheinthal) erloschen.

17. April. Die Firma **J. Stocker** in Chur (S. H. A. B. 1883, pag. 825) ist erloschen in Folge Aufgabe des Geschäftsbetriebes des Gasthofes zum rothen Löwen.

17. April. Die Einzelfirma „**Gebrüder Hitz**“ in Klosters-Brücke (S. H. A. B. 1883, pag. 607), sowie die von derselben an Thomas Hitz erteilte Prokura (S. H. A. B. 1883, pag. 607) sind erloschen. Inhaber der Firma **R. Dolf** in Klosters-Brücke ist Richard Dolf von Igis, wohnhaft in Klosters-Brücke. Diese Firma hat das von der erloschenen Firma Gebrüder Hitz betriebene Geschäft (Eisen-, Kurz- und Kolonialwaren und Mehlhandlung) käuflich, unterm 15. März 1888, übernommen. Geschäftslokal: Klosters-Brücke, im früheren Lokale der Firma Gebrüder Hitz.

17. April. Inhaber der Firma **H. Hitz-Heldstab** in Klosters Brücke, welche am 15. März 1888 entstanden ist, ist Hans Hitz-Heldstab von Klosters, wohnhaft in Klosters-Brücke. Natur des Geschäftes: Schuh- und Glashandlung. Geschäftslokal: Klosters-Brücke.

18. April. Inhaber der Firma **Ed. Bislin** in Chur, welche am 14. April entstanden ist, ist Eduard Bislin von Pfäfers (St. Gallen), wohnhaft in Chur. Natur des Geschäftes: Betrieb des Gasthofes zum rothen Löwen und Casino. Geschäftslokal: Casino.

18. April. Die Firma **Sidonia Winter-Schneller** in Chur (S. H. A. B. 1885, pag. 422) ist in Folge Ablebens der Inhaberin erloschen.

Kanton Thurgau — Canton de Thurgovie — Cantone di Turgovia

1888. 19. April. Unter dem Namen **Landw. Verein Bichelsee** besteht mit Sitz in Bichelsee auf unbestimmte Zeitdauer eine Genossenschaft, welche die Förderung des landwirthschaftlichen Betriebes durch billigen Kauf und Verkauf allgemein gebräuchlicher Kunstdüngers und guter Sämereien, sowie durch Belehrung und Aufmunterung in öffentlichen Vorträgen zum Zwecke hat. Die Statuten datiren vom 20. November 1887. Die jährlichen Beiträge und Bußen sind durch die Statuten festgestellt. Der Eintritt ist im ersten Jahre frei, nachher richtet er sich nach dem jeweiligen Vereinsvermögen und ist vom Vorstände unter Ratifikationsvorbehalt der Genossenschaft festzustellen. Die Austrittsgebühren werden ebenfalls vom Vorstände nach dem jeweiligen Vereinsvermögen und nach den von der Genossenschaft eingegangenen Verpflichtungen festgesetzt. Der Austretende begibt sich zudem noch jeden Antheils am Vereinsvermögen. Die Publikationen erfolgen durch das Volksblatt vom Hörnli. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft, welche keinen Gewinn beabsichtigt, haften die Mitglieder solidarisch mit ihrem Vermögen. Organe des Vereines sind: die Versammlung sämtlicher Mitglieder, ein Vorstand, bestehend aus Präsident, Aktuar und Beisitzer, ein Verwaltungsrath, bestehend aus Präsident, Aktuar und Beisitzer, und ein Kassier aus der Mitte des Verwaltungsrathes. Der Vorstand vertritt die Genossenschaft gerichtlich und außergerichtlich. Namens desselben führen der Präsident und der Aktuar die rechtsverbindliche Unterschrift kollektiv. Präsident ist Simon Knecht von Berg, wohnhaft in Bichelsee; Aktuar ist Jos. Zuber, Gemeindeammann, von und in Bichelsee. Weiteres Vorstandsmitglied ist Ferdinand Eisenring von und in Bichelsee. Der Verwaltungsrath besteht aus Jos. Fink zum Landhaus von Guntershausen, in Bichelsee; Joh. Eisenring, Gemeinderath, von Bichelsee, in Itaslen, und Jos. Hollenstein von Wallenwil, in Niederhofen. Kassier ist Joh. Eisenring, Gemeinderath, von Bichelsee, in Itaslen.

Kanton Waadt — Canton de Vaud — Cantone di Vaud

Bureau de Payerne.

18 avril. Le chef de la maison **E. Wullimoz pharm.**, à Payerne, est Ernest Wullimoz, de Vuarrens, domicilié à Payerne. Genre d'affaires: Pharmacie. Magasin et bureau: Grande rue, n° 9.

Bureau du Sentier (district de la Vallée).

13 avril. Par acte authentique instrumenté par le notaire Alfred Pignuet, au Sentier, en date du 3 avril 1888, la société anonyme, sous la raison

Société Industrielle du Brassus, au Brassus, inscrite au registre du commerce le 11 mai 1883, a apporté les modifications suivantes à ses statuts, dans le but de se conformer aux dispositions du code fédéral des obligations et en exécution du procès-verbal de l'assemblée des actionnaires de cette société en date du 20 mars dernier: Art. IV. Le fonds social est fixé à la somme de douze mille cinq cents francs, divisée en cent vingt-cinq actions de cent francs chacune. Art. V. Les actions sont nominatives, intégralement souscrites et libérées; elles sont extraites d'un registre à souche et remises aux actionnaires; leur transmission s'opère conformément à la loi. Art. XVIII. Le conseil administratif, composé de douze membres, se constituera en nommant dans son sein un bureau composé d'un président-gérant, d'un secrétaire et d'un caissier. Le bureau représente valablement la société vis-à-vis des tiers pour toutes les passations d'actes et autres tractations. Il est actuellement composé comme suit: John Pignuet, au Brassus, président-gérant; Louis Aubert, audit lieu, secrétaire; Ernest Pignuet, audit lieu, caissier. Ces trois personnes signent collectivement au nom de la société.

Kanton Wallis — Canton du Valais — Cantone del Vallese

Bureau de St-Maurice.

1888. 18 avril. Par jugement rendu par un tribunal arbitral, nommé par M. le président du tribunal civil du district d'Aigle, la société en nom collectif „**Capré et Ortelli**“, à Aigle, ayant été déclarée dissoute (voir la F. o. s. du c. du 5 avril de cette année, page 357), la succursale, inscrite sous la raison **Capré et Ortelli, succursale à Monthey**, le 12 décembre 1885 (voir la F. o. s. du c. du 31 du même mois 1885 et le Bulletin officiel du Valais du 15 janvier 1886), est radiée d'office.

Kanton Genéve — Canton de Genève — Cantone di Ginevra

1888. 17 avril. Le chef de la maison **J. Terrier**, à Genève, commencée le 27 mars 1888, est Joseph Terrier, de Genève, y domicilié. Genre de commerce: Pâtisserie et confiserie. Magasin: Place de la Fusterie, n° 7.

17 avril. La raison **F. Barragué**, à Genève, représentation commerciale, vente d'immeubles (F. o. s. du c. de 1885, page 807), est radiée ensuite de renonciation du titulaire.

Schweizerische Fabrik- und Handelsmarken. Marques suisses de fabrique et de commerce.

Vom eidg. Amt vollzogene Eintragungen:
Enregistrements effectués par le Bureau fédéral:

Le 14 avril 1888, à cinq heures après-midi.

No 2255.

Th. Bresson & C^{ie}, négociants et distillateurs,
Lucerne.



Vins, spiritueux et liqueurs fines.

Den 17. April 1888, 2 Uhr Nachmittags.

No 2256.

Dr. Geiger & Dr. Kober, goldene Apotheke,
Basel.



Pharmazeutische Produkte, insbesondere Tabletten
und Pillen aus Cachou.

Den 17. April 1888, 2 Uhr Nachmittags.

No 2257.

Schmitt & Sohrmann, Fabrikanten,
Rheinfelden.



Cigarren.

Bremer Spiegelglas-Versicherungs-Gesellschaft.

Bilanz-Konto auf 31. Dezember 1887.

Aktiva			Passiva	
Mk.	Pf.		Mk.	Pf.
17,800	—	An Hypotheken-Konto.	30,335	69
403	02	» Mobiliar-Konto.	40,805	20
53,542	—	» Effekten-Konto.		
14,219	60	» Guthaben-Konto, bei Banken belegt auf Kontobücher.	3,425	66
557	58	» Kassa-Konto.	6,498	02
3,614	68	» Agenturen-Konto.	250	—
5,160	—	» Kautions-Effekten-Konto.	5,160	—
			8,822	31
95,296	88	(68 — 1)	95,296	88

Bremen, 31. Dezember 1887.

Vorstehenden Abschluß geprüft und richtig befunden

Bremen, den 18. März 1888.

Die Direktion: H. Brüns.

Der Verwaltungsrath:

Justus Joh. Gerloff. John C. Addix.

Tableau comparatif

des poinçonnements effectués et des essais faits dans les bureaux de contrôle des ouvrages d'or et d'argent pendant le 1^{er} trimestre de chacune des années 1887 et 1888.

Bureaux	Boîtes poinçonnées								Boîtes refusées		Anneaux or et argent poinçonnés		Objets de bijouterie poinçonnés				Essais			
	Boîtes d'or				Boîtes d'argent				poinçonnement		poinçonnés		1887		1888		1887		1888	
	1887		1888		1887		1888		1887		1888		1887		1888		1887		1888	
	Pièces	Pièces	Pièces	Pièces	Pièces	Pièces	Pièces	Pièces	Pièces	Pièces	Pièces	Pièces	Pièces	Pièces	Pièces	Pièces	Pièces	Pièces	Pièces	Pièces
Bienne	950	634	54,477	75,790	55,427	16,1	76,424	16,5	203	153	7,880	14,3	878	11,5	1,534	17,1	331	8,9	297	8,1
St-Imier	1,064	1,469	40,398	57,326	41,462	12,1	58,795	12,7	216	270	8,457	15,6	—	0,0	—	0,0	241	6,5	199	5,5
Madretsch	3,280	2,238	42,218	39,301	45,498	13,2	41,539	9,0	66	205	5,797	10,7	30	0,4	37	0,4	243	6,6	238	6,5
Noirmont	4,319	5,316	24,603	32,684	28,922	8,5	38,000	8,4	420	133	9,577	17,6	—	0,0	—	0,0	191	5,1	191	5,2
Tramelan	2,829	1,264	27,172	57,843	30,001	8,7	59,107	12,8	610	186	6,582	12,1	—	0,0	—	0,0	178	4,8	161	4,4
Porrentruy ¹	—	—	—	10,362	—	—	10,362	2,2	—	36	1,862	3,5	—	—	—	—	—	—	38	1,0
Schaffhouse	421	344	11,333	11,745	11,754	3,4	12,089	2,6	—	—	640	1,2	5,197	67,9	5,251	58,8	89	2,4	143	4,0
Chaux-de-Fonds	69,911	72,294	8,731	13,192	78,642	22,9	85,486	18,5	683	337	8,895	16,4	64	0,9	80	0,9	2,018	54,4	2,000	54,9
Fleurier	2,075	1,985	7,910	15,407	9,985	2,9	17,392	3,8	15	220	2,210	4,1	41	0,5	13	0,1	201	5,4	195	5,3
Locle	14,786	16,764	17,245	19,170	32,031	9,3	35,934	7,8	135	116	983	1,8	3	0,0	—	0,0	191	5,1	124	3,4
Neuchâtel	—	—	2,449	17,601	2,449	0,8	17,601	3,8	—	—	780	1,4	39	0,5	25	0,3	27	0,7	50	1,4
Genève	7,072	6,811	268	2,168	7,340	2,1	8,979	1,9	42	3	731	1,3	1,395	18,3	1,998	22,4	3	0,1	11	0,3
Total	106,707	109,119	236,804	352,589	348,511	100	461,708	100	2,390	1,659	54,394	100	7,647	100	8,938	100	3,713	100	3,647	100
Plus 1888		2,412		115,785			118,197	31,5			54,394				1,291	16,9			66	1,8
Moins 1888											731									

¹ Ouvert le 15 mars 1888. — ² Le poinçonnement des anneaux a été rétabli par arrêté du conseil fédéral du 24 décembre 1887.

Berne, le 18 avril 1888.

Département fédéral des affaires étrangères,
Division du commerce.

Bekanntmachungen. — Avis. — Avvisi.

Neue Gebrauchsausgabe des abgeänderten Zollltarifs. Unter Bezugnahme auf die in heutiger Nummer des «Bundesblattes» publizierte Schlussnahme des Bundesrathes betreffend die Inkraftsetzung der Zollltarifsnovelle vom 17. Dezember 1887 bringen wir hiermit zur Kenntniß, daß eine neue Gebrauchsausgabe des schweizerischen Zollltarifs nebst Tarifierläuterungen und statistischem Waarenverzeichnis im Druck liegt.

Sobald dieselbe erschienen, werden wir eine besondere Bekanntmachung erlassen und die Bezugsstellen bekannt geben.

Bern, den 7. April 1888.

Eidg. Oberzolldirektion.

Nouvelle édition du tarif des péages modifié. Nous référant à la décision du conseil fédéral, publiée dans le numéro de ce jour de la *Feuille fédérale*, concernant la mise en vigueur du tarif des péages modifié par la loi du 17 décembre 1887, nous informons le public qu'une nouvelle édition d'usage du tarif des péages fédéraux avec explications et répertoire statistique des marchandises est sous presse.

Dès qu'elle aura paru, nous le ferons savoir par un avis spécial en indiquant où l'on pourra se la procurer.

Berne, le 7 avril 1888.

Direction générale des péages.

Verkauf alter schweizerischer Frankomarken. Die schweizerische Postverwaltung hat sich entschlossen, ihren Vorrath an außer Kurs gesetzten Frankomarken der Emissionen 1863/82 zu liquidiren.

Außer einer kleinern Partie, welche die Verwaltung für ihre eigenen amtlichen Bedürfnisse zurückbehält, wird daher der ganze Vorrath hiemit zum Verkauf ausgeschrieben.

Es werden Offerten entgegengenommen sowohl für den ganzen hiencan angegebenen Stock (die Gesamtverräthe aller Markensorten zusammen), als für Partien, wie sie nachstehend verzeichnet sind:

Markensorten	Zum Verkauf bestimmter Totalvorrath	Davon werden event. abgegeben Partien von wenigstens
2 Centimes	2'010,509 Stück	250,000 Stück
3 »	68,216 »	10,000 »
5 »	4'013,428 »	500,000 »
10 »	2'446,287 »	300,000 »
15 »	604,594 »	50,000 »
20 »	1'597,669 »	200,000 »
25 »	2'685,573 »	300,000 »
40 »	1'496,853 »	200,000 »
50 »	434,177 »	50,000 »
1 Franken	460,944 »	50,000 »

Die Postverwaltung behält sich, je nach dem Ergebnisse der Kaufs-offerten, Gesamt- oder partienweisen Verkauf vor. Ferner reservirt sie sich das Recht, bei partienweisem Verkauf einen Durchschnittspreis festzusetzen.

Allfällig nicht verkaufte Marken würden nach erfolgtem Zuschlag von der Verwaltung vernichtet. Die schriftlichen, verschlossenen und mit der

Aufschrift: «Offerte für alte Frankomarken» versehenen Offerten müssen bis längstens den 15. Juni 1888, Abends, in den Händen der Oberpostdirektion sein. Die Eröffnung der Offerten findet erst nach Ablauf des Eingabe-termins statt.

Vom 20. April 1888 ab wird seitens der Postverwaltung der Detailverkauf von alten Frankomarken eingestellt.

Vente d'anciens timbres-poste suisses. L'administration des postes suisses a décidé de liquider le solde des timbres-poste hors cours des émissions de 1863/82.

A l'exception d'une petite partie que l'administration conserve pour les besoins du service, le solde entier de ces timbres-poste est mis en vente.

Les offres seront reçues aussi bien pour la totalité du stock (toutes les espèces ensemble) que pour l'un ou l'autre des lots indiqués ci-dessous:

Timbres de	Stock total destiné à la vente	Eventuellement ce stock sera vendu par lots d'au moins
2 centimes	2'010,509 pièces	250,000 pièces
3 »	68,216 »	10,000 »
5 »	4'013,428 »	500,000 »
10 »	2'446,287 »	300,000 »
15 »	604,594 »	50,000 »
20 »	1'597,669 »	200,000 »
25 »	2'685,573 »	300,000 »
40 »	1'496,853 »	200,000 »
50 »	434,177 »	50,000 »
1 franc	460,944 »	50,000 »

L'administration des postes se réserve de pouvoir procéder à l'adjudication en bloc ou par lots, suivant les offres qui lui parviendront. En outre, en cas d'adjudication par lots, elle se réserve le droit de fixer un prix moyen.

Les timbres qui ne trouveraient pas d'acquéreur seront détruits après l'adjudication par les soins de l'administration. Les offres doivent être adressées, jusqu'au soir du 15 juin 1888 au plus tard, par écrit et sous enveloppe fermée portant la suscription: «Offres pour l'achat d'anciens timbres-poste», à la direction générale des postes. L'ouverture des offres n'aura lieu qu'après que ce terme sera écoulé.

A partir du 20 avril 1888, l'administration des postes cessera la vente en détail d'anciens timbres-poste.

Aus den Bundesrathsverhandlungen vom 20. April 1888.

Alkoholmonopol. Das Pflichtenheft betreffend die Vergebung der in Art. 1 und 2 des Alkoholgesetzes vorgesehenen Brennloose d. d. 9. September 1887 wird abgeändert wie folgt:

Art. 1, Alinea 1, soll lauten: «Als monopolpflichtig gelten alle Distillate, welche nicht ausschließlich aus folgenden einheimischen Rohstoffen hergestellt werden: Trauben, Wein, Trester (Trebern), Weinhefe (Drusen), Kern- oder Steinobst, Obstabfällen, Wachholderbeeren oder Enzianwurzeln».

Die Art. 20, 21 und 22 sollen in Wegfall kommen, ebenso die Worte «oder Preiszuschlag» in Alinea 2 von Art. 44.

Diese Abänderungen gelten, ohne Weiteres, bloß für die noch nicht

abgeschlossenen Brennverträge; für bereits bestehende Verträge bleibt Artikel 41 des Pflichtenheftes maßgebend.

Erleichterungen im Zollwesen. Infolge einer Motion des Herrn Nationalrath Künzli ist der Bundesrath durch Beschluß des Nationalrates vom 30. Juni 1887 eingeladen worden, zu untersuchen und darüber Bericht zu erstatten, auf welche Weise die Stellung der Grenzgebiete in Bezug auf Zollverhältnisse erleichtert und ob nicht im Allgemeinen dem Handel durch Errichtung von Zollämtern im Innern des Landes entgegengekommen werden könne.

Der Bundesrath hat in theilweiser Erledigung der Motion beschlossen, dem Handelsstand von Genf auf den 1. Mai nächsthin, als dem Zeitpunkt des Inkrafttretens der neuesten Zollerhöhungen, folgende Erleichterungen zu bieten, von denen die erstere gleichzeitig dem Handelsverkehr der ganzen Schweiz zu Statten kommen wird, nämlich:

I. a. Vermehrung der Zahl der Waarengattungen, für welche bisher gemäß Art. 43, c, der Vollziehungsverordnung zum Zollgesetz vom 18. Oktober 1881 eine sechsmonatliche Geleitscheinfrist eingeräumt war, und b. Ausdehnung dieser Frist auf ein Jahr.

Zur Zollbehandlung als Partiegüter im Sinne von I a waren bisher mit einem Gewichtsminimum von 5 q zugelassen: Baumwolle, rohe; Baumwollabfälle, gesponnen und ungesponnen; Eisen in Masseln; Farbhölzer und Farberden, rohe; Galläpfel und Knoppfen; Garancine; Getreide, d. h. Weizen, Korn, Roggen, Gerste, Hafer und Mais; Kaffee, Krapp, Mehl, Oele, fette, nicht medizinische; Petroleum und Naphta; Reis; Seide, rohe, auch Floretseide und Seidenabfälle; Sumach; Wolle, rohe; Zucker.

Zur Abfertigung werden von nun an ferner zugelassen:

Tarif-Nr.	a. Mit einem Gewichtsminimum von 200 kg:	Zollansatz vom 1. Mai 1888 an
10	Mineralwasser, natürliches und künstliches	Fr. 3. —
120	Rohstahl in Blöcken oder gegossenen Stäben	» —. 10
124	Eisenblech unter 3 mm Dicke, roh, verbleit, verzinkt, verzinkt, verkupfert, vernickelt	» 3. —
136	Kupfer oder Messing, in Barren, Blöcken, oder Platten	» 1. —
137	» » gehämmert, gewalzt, gezogen, in Stangen, Blech, Röhren, Draht	» 3. —
144	Zink in Barren, Blöcken oder Platten	» —. 40
145	Zink, gewalzt, gezogen, Blech, Draht	» 1. 50
148	Zinn in Barren Blöcken oder Platten	» 1. 50
149	Zinn, rein oder legirt (Britanniametall), gehämmert, gewalzt, Blech, Staniol, Draht	» 3. —
189	Cacaobohnen und -Schalen	» 1. 50
197	Fische, getrocknet, gesalzen, marinirt, geräuchert oder anderweitig zureitet, in Ballen, Fässern u. s. w., von 5 kg und mehr	» 2. —
208	Weinbeeren	» 3. —
208 a	Rosinen (Korinthen)	» 25. —
209	Andere Südfrüchte	» 3. —
287	Gewebe von Baumwolle, sammtartige	» 50. —
312	Korkteppiche (Linoleum)	» 20. —
334	Decken, wollene, ohne Näharbeit	» 16. —
335	» mit Näharbeit	» 30. —
348	Kautschuk und Guttapercha, in Kugeln, Platten, Blättern, Riemen, Fäden	» 4. —
349	Kautschuk und Guttapercha, in Schläuchen, Röhren	» 7. —

b. Mit einem Gewichtsminimum von 100 kg:		
14	Waschschwämme	» 20. —
59	Korkholz, roh, in Platten	» 1. —
241	Thee	» 40. —

II. Aufhebung des jährlichen Beitrages des Kantons Genf von 4000 Fr. an die Kosten des Zolldienstes im Portfranc von Genf, in Abänderung des Art. 11 der Uebereinkunft vom 19. Juni 1854, sofern die Regierung des Kantons Genf auf den Bezug der bezüglichen Lagergebühren verzichtet.

Extrait des délibérations du conseil fédéral du 20 avril 1888.

Monopole de l'alcool. Le cahier des charges du 9 septembre 1887 (R. O., nouv. série, X, 176) concernant la répartition des lots de distillerie, prévus aux articles 1^{er} et 2 de la loi fédérale sur les spiritueux, est modifié comme suit:

L'article 1^{er}, alinéa 1, reçoit la rédaction suivante: «Sont considérés comme soumis au monopole tous les produits ne provenant pas exclusivement de la distillation des matières premières indigènes suivantes: raisins, vin, marc de raisin, lie de vin, fruits à pépins et à noyaux et leurs déchets, baies de genièvre et racines de gentiane.»

Les articles 20, 21 et 22 sont abrogés, ainsi que les mots «ou une augmentation» au 2^e alinéa de l'article 44.

Ces modifications n'entrent sans autre en vigueur que pour les contrats de distillation non encore conclus; pour ceux qui existent déjà, l'article 41 du cahier des charges reste en vigueur.

Allègements douaniers. Ensuite d'une motion de M. le conseiller national Künzli, le conseil national, en date du 30 juin 1887, a invité le conseil fédéral à rechercher de quelle manière la position faite par les péages aux territoires frontiers peut être allégée et si l'on ne pourrait pas favoriser le commerce en général en installant des douanes à l'intérieur du pays.

La question de la création d'un port-franc à la gare de Genève n'est encore en ce moment que dans la période des négociations préalables.

Pour s'acquitter en partie de la mission qui lui a été confiée par la motion Künzli, le conseil fédéral a décidé d'accorder au commerce de Genève, à partir du 1^{er} mai prochain, jour de l'entrée en vigueur des récentes augmentations de droits d'entrée, les allègements suivants, dont le premier profitera en même temps aux transactions commerciales de toute la Suisse, savoir:

Ia. Augmentation du nombre des catégories de marchandises pour lesquelles on a jusqu'ici, en conformité de l'article 43, lettre c, du règlement d'exécution pour la loi fédérale sur les péages, du 18 octobre 1881, accordé un délai de 6 mois pour les passavants.

Les catégories de marchandises qui jouissent actuellement de cette faveur sont les suivantes:

Coton écru. Déchets de coton, filés ou non. Fer en gueuses. Bois et terres pour la teinture, bruts. Noix de galle et avelanèdes. Garancine.

Céréales, soit froment, épeautre, seigle, orge, avoine et maïs. Café. Garance. Farine. Huiles grasses, médicinales. Pétrole et naphte. Riz. Soie, écru, aussi filloselle (bourse de soie) et déchets de soie. Sumac. Laine écru. Sucre. (Minimum de poids 5 quintaux métriques.)

Les nouvelles catégories de marchandises admises au bénéfice du passavant avec délai d'un an sont les suivantes:

No du tarif	a. avec poids minimum de 200 kg:	Droits à partir du 1 ^{er} mai 1888
10	Eau minérale, naturelle et artificielle	Fr. 3. —
120	Fer brut en gueuses ou coulé en lingots	» —. 10
124	Tôle de fer de moins de 3 mm d'épaisseur, brute, planchée, étamée, zinguée, cuivrée, nickelée	» 3. —
136	Cuivre ou laiton en lingots, blocs ou plaques	» 1. —
137	Cuivre ou laiton, martelé, laminé, étiré, en barres, tôle, tuyaux, fil	» 3. —
144	Zinc en lingots, blocs ou plaques	» —. 40
145	Zinc laminé, étiré, tôle, fil	» 1. 50
148	Etain en lingots, blocs ou plaques	» 1. 50
149	Etain pur ou allié (métal anglais), martelé, laminé, tôle, tain, fil	» 3. —
189	Fèves et pellicules de cacao	» 1. 50
197	Poissons séchés, salés, marinés, fumés ou préparés d'une autre manière, en ballots, barils, etc. (de 5 kg et plus)	» 2. —
208	Raisins secs	» 3. —
208 a	Raisins de Corinthe	» 25. —
209	Autres fruits du Midi	» 3. —
287	Tissus de coton, veloutés	» 50. —
312	Tapis en liège (linoleum)	» 20. —
334	Couvertures de laine, sans travail à l'aiguille	» 16. —
335	Couvertures de laine, avec travail à l'aiguille	» 30. —
348	Caoutchouc et guttapercha, en balles, plaques, feuilles, courroies, fil	» 4. —
349	Caoutchouc et guttapercha, en tuyaux, tubes	» 7. —

b. avec poids minimum de 100 kg:

14	Epaves	» 20. —
59	Liège brut ou en plaques	» 1. —
241	Thé	» 40. —

Ib. Prolongation, jusqu'à 1 an, du délai pour les passavants.

II. Suppression de la contribution annuelle de 4000 fr. donnée par le canton de Genève pour les frais du service douanier au port-franc de Genève, en modification de l'article 16 de la convention du 19 juin 1854 et à condition que le gouvernement de ce canton renonce à la perception du droit de magasinage établi dès le 1^{er} octobre 1865.

Einfuhr von Brantwein, Weingeist, Alkohol etc. im I. Quartal 1888. Importation d'eau-de-vie, d'esprit de vin, d'alcool, etc., pendant le 1^{er} trimestre 1888. (Tarif Nr. 254.)

Grade	kg Brutto	Grade	kg Brutto	Grade	kg Brutto
Degrés	kg bruts	Degrés	kg bruts	Degrés	kg bruts
Unter 30	8,860	53	3,830	77	1,152
30	—	54	3,665	78	1,796
31	—	55	3,006	79	1,357
32	—	56	630	80	3,976
33	—	57	2,390	81	1,245
34	—	58	1,034	82	256
35	—	59	1,103	83	258
36	75	60	1,978	84	—
37	111	61	602	85	111
38	—	62	975	86	314
39	—	63	94	87	—
40	137	64	270	88	642
41	76	65	261	89	610
42	71	66	717	90	—
43	—	67	1,131	91	630
44	72	68	—	92	—
45	1,075	69	469	93	—
46	699	70	2,353	94	10,097
47	1,559	71	—	95	1,547,993
48	3,102	72	981	96	15,400
49	2,686	73	629	97	235
50	15,616	74	2,551	98	—
51	1,984	75	8,362	99	—
52	7,036	76	1,504	100	3

Total 1888 1,667,769

Total 1887 3,143,662

Differenz — Différence 1888 — 1,475,893

Einfuhr in Litern im gleichen Zeitraum — Importation en litres dans la même période:

Liter — Litres	Fr.
1888	1,673,145
1887	3,085,250
Differenz } 1888 — 1,412,105	
Différence }	

Sprit, denaturirt:

q Netto	Fr.
Einfuhr im I. Quartal 1888	4,835
» » » 1887	2,628
Differenz 1888 + 2,207	

Zollertragnisse im gleichen Zeitraum — Recettes des péages dans la même période:

Liter — Litres	Fr.
1888	309,505.06
1887	518,304.77
Differenz } 1888 — 208,799.71	
Différence }	

Esprit de vin dénaturé:

q nets	Fr.
Importat., 1 ^{er} trimestre 1888	4,835
» » » 1887	2,628
Différence 1888 + 2,207	

Bern, den 17. April 1888.

Berne, le 17 avril 1888.

Eidg. Oberzolldirektion.

Direction générale des péages.

Nichtamtlicher Theil. — Partie non officielle. Parte non ufficiale.

Handelsregister. Dem Berichte des Bundesrathes über seine Geschäftsführung im Jahre 1887 entnehmen wir hierüber folgende Mittheilungen, indem wir diejenigen Punkte bei Seite lassen, über welche wir bereits im Laufe des verfloffenen Jahres an dieser Stelle referirt haben:

Die Zahl der auf das Handelsregister bezüglichen Geschäfte hat sich gegenüber dem Vorjahre im Allgemeinen bedeutend vermehrt. Der Grund ist einerseits darin zu suchen, daß viele Gesellschaften, welche bisher nicht im Handelsregister eingetragen waren, sich freiwillig eintragen ließen oder durch die betreffenden kantonalen Registerbehörden zum Eintrage verhalten wurden. Andererseits liegt er auch in der Neubildung verschiedener, namentlich landwirtschaftlicher Berufsgenossenschaften. Ein Hauptgrund sodann war ohne Zweifel die Vorschrift des Art. 898 O., welcher verlangt, daß Statuten einer vor dem 1. Januar 1883 rechtsgültig entstandenen Aktiengesellschaft oder Genossenschaft, welche den Vorschriften des Obligationenrechtes zuwiderlaufen, bis Ende Dezember 1887 mit den Bestimmungen dieses Gesetzes in Einklang zu bringen seien.

Die Art der Registerführung im Allgemeinen gibt gegenüber dem Vorjahre zu keinen wesentlich anderen Bemerkungen Anlaß. Die Mehrzahl der Registerbureaux sind mit Verständniß geführt. Leider gibt es aber immer noch, allerdings wenige, Registerführer, welche mit den Vorschriften des Obligationenrechtes über das Handelsregister und mit den Bestimmungen der einschlägigen Verordnung auf ziemlich gespanntem Fuße stehen. Meistens sind dies Beamte solcher Bezirke, welche an industriellen und kommerziellen Unternehmungen arm sind, wie schon im letztjährigen Berichte bemerkt wurde. Einigerorts scheint übrigens auch der gute Wille, sich mit den einschlägigen Bundesvorschriften vertraut zu machen, zu fehlen. Die Unkenntniß der einfachsten Prinzipien, z. B. über die Firma eines Einzel-Geschäftsinhabers im Gegensatz zu der einer Kollektivgesellschaft, wie sie hie und da noch vereinzelt zu Tage tritt, ließe sich sonst kaum erklären.

Einige Schwierigkeiten entstehen in der Regel, wenn die Führung eines Registerbureau an einen andern Beamten übergeht. Es ist nicht zu verkennen, daß es für einen Neuling schwierig wird, sich in diesem Gebiete, und namentlich ohne sorgfältige Einführung durch einen Sachkundigen, rasch zurechtzufinden. Das Handelsdepartement hat daher im Februar sämtliche Handelsregistraufsichtsbehörden hierauf aufmerksam gemacht und denselben empfohlen, jeden neuen Registerführer bei seinem Amtsantritt entweder durch dessen Amtsvorgänger, sofern dieser die nöthigen Qualifikationen hiezu besitzt, oder durch eine andere hiezu befähigte Persönlichkeit instruiren zu lassen.

Mit Rücksicht auf die oben angeführten Bestimmungen des Art. 898 O. erließ der Bundesrath am 11. März ein Kreisschreiben an sämtliche eidg. Stände, worin er dieselben ersuchte, ihre Registerbureaux anweisen zu wollen, sich mit denjenigen Gesellschaften, welche sich im Falle des Artikels 898, Abs. 1, befinden, in's Einvernehmen zu setzen, damit die nothwendigen Aenderungen rechtzeitig vorgenommen werden. (Bundesblatt 1887, Bd. I, Nr. 11, pag. 419; Handelsamtsblatt 1887, Nr. 27, pag. 201.)

In dem Kreisschreiben vom 13. März 1883 betreffend Eintragungen in's Handelsamtsblatt (Bundesblatt 1883, Bd. I, Nr. 11, pag. 385 ff.), hatte sich der Bundesrath in Ziffer 3 u. A. auch über die Behandlung der Versicherungsagenten in Beziehung auf das Handelsregister ausgesprochen. Sodann hatte er anlässlich eines Rekurses am 1. Februar 1884 den Grundsatz ausgesprochen, daß jeder Agent einer Versicherungsgesellschaft als Kaufmann zu betrachten und als solcher in das Handelsregister einzutragen sei, sofern die Gesellschaft dessen Agentur nicht schon als Zweigniederlassung in das Handelsregister habe eintragen lassen. (Schweiz. Handelsamtsblatt 1884, Nr. 12, pag. 82.) Da sich in der Folge bei Ausführung des Bundesgesetzes betreffend Beaufsichtigung von Privatunternehmungen im Gebiete des Versicherungswesens (vom 25. Juni 1885) diese Schlußnahme als zu weit gehend und theilweise als mit den Bestimmungen und dem Sinne des genannten Gesetzes nicht übereinstimmend erwies, so wurde am 26. Januar der genannte Beschluß vom 1. Februar 1884 und ebenso Ziffer 3 des Kreisschreibens vom 13. März 1883, insoweit es die Versicherungsagenten betrifft, außer Kraft erklärt. (Kreisschreiben vom 26. Januar 1887 an sämtliche eidg. Stände, betreffend Ausführung des Gesetzes über Beaufsichtigung von Privatunternehmungen im Gebiete des Versicherungswesens.) (Vergl. Bundesblatt 1887, Bd. I, Nr. 4, pag. 193.)

Auf Verlangen des Großen Rathes des Kantons Aargau hat der Regierungsrath dieses Standes mit Schreiben vom 7. Januar den Bundesrath ersucht, dahin wirken zu wollen, daß auf dem Wege der eidg. Gesetzgebung eine gleichmäßige Anwendung der Bestimmungen des Obligationenrechtes über die Verpflichtung zur Eintragung in das Handelsregister herbeigeführt werden möchte. Es wurde hierauf der aargauischen Regierung geantwortet, daß es der Bundesrath für den Moment nicht als zweckmäßig erachte, die durch Art. 865 O. theilweise offen gelassene Frage der Eintragspflicht zu entscheiden, da dieselbe nach seiner Ansicht in mehr oder weniger strengem Sinne gelöst werden müsse, je nachdem der Entwurf des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs der für die im Handelsregister eingetragenen Personen Betreibung auf Konkurs, für die nicht eingetragenen dagegen Betreibung auf Pfändung vorsieht, zur Annahme gelange oder nicht. Es finden sich nämlich in verschiedenen Kantonen eine große Zahl Personen im Handelsregister eingetragen, auf welche die Bestimmungen des genannten Gesetzentwurfes anzuwenden eine ungerechtfertigte Härte wäre. Nachdem nunmehr die Wahrscheinlichkeit nahe gerückt ist, daß das Konkursgesetz binnen Kurzem von den eidgenössischen Räten in zweiter Lesung definitiv angenommen wird, stellte auch der Regierungsrath des Kantons Zürich, mit Schreiben vom 19. November, auf Anregung des zürcherischen Obergerichtes, und in Uebereinstimmung mit der zürcherischen kantonalen Handelskommission, das Gesuch um Normirung der für die Pflicht zur Eintragung in das Handelsregister maßgebenden Grundsätze. Im Gegensatz zu den aargauischen Wünschen die genannten zürcherischen Behörden indessen, daß dies auf dem Verordnungswege geschehe. Unter Hinweis auf die Antwort an die Regierung des Standes Aargau hat der Bundesrath dem Regierungsrathe des Kantons Zürich geantwortet, daß mit der Annahme des Konkursgesetzes auch der Zeitpunkt für gekommen erachte, in welchem das Studium der be-

züglichen Fragen an die Hand zu nehmen sei und daß je nach Umständen das Justiz- und Polizeidepartement mit den nöthigen Arbeiten werde betraut werden.

Während der Bundesrath im Jahre 1886 über sechs Rekurse zu entscheiden hatte, kam er im Berichtsjahre nur drei Mal in diesen Fall. Von diesen drei Rekursen entfiel je einer auf die Kantone Neuenburg, Graubünden und Schaffhausen.

Mit Rücksicht auf die Vorschriften der Art. 616, 611; 621, 6; 635; 641; 665 und 667 O. warf sich im Berichtsjahre die Frage auf, ob schon in den Statuten einer Aktiengesellschaft die öffentlichen Blätter genannt sein müssen, welche zur Aufnahme der von der Gesellschaft ausgehenden öffentlichen Bekanntmachungen bestimmt sind. Das Handels- und Landwirtschaftsdepartement hat diese Frage einer einläßlichen Prüfung unterwerfen lassen. Auf Grund des Resultates derselben hat es dann die Frage praktisch folgendermaßen entschieden:

Die für die Publikationen der Gesellschaft dienenden öffentlichen Blätter müssen nicht nothwendig schon durch die Statuten selbst bestimmt sein. Dagegen muß im Handelsregistereintrag mindestens ein öffentliches Blatt genannt werden, welches für die von der Gesellschaft ausgehenden Bekanntmachungen bestimmt ist, gleichgültig ob es sich um eine Gesellschaft mit Inhaberaktien oder eine solche mit Namenaktien handelt. Je nach Umständen ist diese Angabe von dem durch die Statuten oder die Generalversammlung als hiezu befugt erklärten Geschäftsorgan zu machen.

Im verfloffenen Jahre wurden, theils auf Wunsch der betreffenden kantonalen Behörden, theils aus eigener Initiative des Handelsdepartements, 28 Registerbureaux einer Inspektion unterworfen. Die inspizirten Bureaux gehörten den Kantonen Aargau, Bern, Freiburg, Glarus, Solothurn und St. Gallen an. Wenn auch bei verschiedenen dieser Bureaux das Resultat der Untersuchung ein recht befriedigendes war, so hat die Inspektion im Allgemeinen doch gezeigt, daß eine regelmäßige Nachschau dringend nothwendig ist. Es werden daher auch im Laufe des Jahres 1888 wieder eine Anzahl Bureaux besucht werden müssen.

Die Nothwendigkeit der Erstellung eines umfassenden, ausführlichen Handbuches für Registerführer wurde von allen Registerführern der besuchten Bureaux betont. Diesem Wunsche wird in nächster Zeit entsprochen werden können. Die im Auftrage des Handelsdepartements schon seit einiger Zeit gemachten Vorarbeiten sind nunmehr so weit gediehen, daß das Manuskript zu einem solchen Handbuche voraussichtlich binnen Kurzem fertig gestellt werden kann.

Das Ergebnis der obgenannten Inspektion veranlaßt indessen das Departement, sofort Formulare aufstellen zu lassen für

1) die Einrichtung des gemäß Art. 702 O. und Art. 20 der Verordnung über Handelsregister und Handelsamtsblatt zu führenden Heftes zur Aufnahme der Verzeichnisse der persönlich und solidarisch haftbaren Mitglieder von Genossenschaften, und

2) die Anlage eines Verzeichnisses über den Bestand des Archives, dessen Nachführung durch Art. 8 der Verordnung über Handelsregister und Handelsamtsblatt vorgeschrieben ist.

Einem Theile der Registerbureaux sind diese Formulare bereits zugestellt worden. Dieselben werden je nach Bedürfniß weiter abgegeben.

Hebung der Pferdezucht. Das schweizerische Landwirtschaftsdepartement setzt mit Kreisschreiben vom 11. April d. J. die Kantonsregierungen über folgende von ihm auf Grund der Verordnung vom 23. März 1887 betr. die Hebung der Pferdezucht getroffenen Anordnungen in Kenntniß:

«1) Ankauf von Zuchthengsten. Die Bestellungen sind durch Vermittlung der Kantonsregierungen bis zum 1. September bei dem genannten Departement zu machen, damit die Ankaufskommission rechtzeitig ernannt und in den Stand gesetzt werden kann, allfällig in der Schweiz zum Ankauf angebotene Hengste zu besichtigen, bevor sie nach der Normandie abreisen muß. Eine einmal gemachte Bestellung kann nicht mehr zurückgezogen werden, nachdem die Ankaufskommission ihre Wirksamkeit begonnen hat. Soweit die militärischen Interessen, welche der Bund bei der Hebung der Pferdezucht zu verfolgen hat, dies gestatten, beabsichtigt das Departement, in die Ankauf- und in die Schatzungskommissionen jeweils solche Experten zu wählen, welche das Vertrauen derjenigen Kantone besitzen, welche Hengste bestellen. Dasselbe gewärtigt deßhalb mit der Bestellung allfällige Vorschläge.

2) Prämirung von Stutfohlen und Zuchtstuten. Die Experten sind angewiesen worden, in Zukunft vor jeder Prämirung die Stutfohlen jeder der in der oben erwähnten Verordnung vorgesehenen drei Altersklassen nach deren Qualität in eine Rangordnung aufzustellen. Es werden demnach die Kantonsregierungen eingeladen, auf den Schauplätzen Einrichtungen zum Anbinden der Fohlen erstellen zu lassen. Es empfiehlt sich ferner, nicht zu viele Schauen anzuordnen, damit die Prämirung möglichst nach einheitlichen Grundsätzen, d. h. durch eine nicht allzugroße Zahl von Experten, vorgenommen werden kann und damit sich auf jedem Schauplatz eine gewisse Konkurrenz entwickle. Das Departement gewärtigt jeweils rechtzeitig die Anträge betreffend die Abhaltung dieser Schauen.

3) Prämirung von Fohlenweiden. Diejenigen Fohlenweiden, welche auf Prämien Anspruch machen wollen, müssen durch Vermittlung der Kantonsregierungen alljährlich bis spätestens 1. Juni beim Landwirtschaftsdepartement angemeldet werden. Die Anmeldungen müssen enthalten: Bezeichnung der Weide und ihrer Lage auf dem Siegfried- oder Dufouratlas; den Namen des Besitzers und denjenigen des Preisbewerbers; die Angabe der Zahl der im betreffenden Jahre gesömmerten Fohlen im Alter von mindestens einem oder höchstens vier Jahren; Angaben über die Dauer der Weidezeit und ob genügende Stallungen und Futtermittel vorhanden sind, oder auf denen schlechter Witterung und bei Krankheit vorhanden sind. Formulare für diese Angaben liefert auf Verlangen die Kanzlei des Landwirtschaftsdepartements. Weiden, auf welchen keine oder nicht genügende Unterkunftslöcher und Futtermittel vorhanden sind, oder auf denen nicht mindestens 10 Fohlen vom angegebenen Alter gesömmert werden, können nicht berücksichtigt werden. Die prämierten Weiden werden nach Maßgabe ihrer Qualität beurtheilt und nach der Zahl der gesömmerten Fohlen prämiert.»

Handels- und verkehrspolitische Erscheinungen im Jahre 1887. (Aus dem Jahresbericht der Basler Handelskammer.) In den Vorgängen der letzten Zeit auf dem Gebiete der deutschen und der österreichischen Verkehrspolitik kann man sich zur Evidenz überzeugen, wohin die Kampfzölle führen, wie illusorisch es ist, wenn man glaubt, durch Kampfzölle den Gegner zu etwas andern als zu Gegenmaßregeln und noch höheren defensiven Tarifsätzen zu bringen.

Deßwegen haben auch die jetzt abgeschlossenen Handelsverträge, wenn sie überhaupt zu Stande kommen, viele Ähnlichkeit mit dem bewaffneten Frieden auf militärischem Gebiet und lassen eine Befriedigung nicht aufkommen. Und in dieser Richtung erscheint die Lösung noch schwieriger. Nicht nur wegen der Ausnahmstellung Deutschlands, welches neben vollständiger Wahrung der eigenen Freiheit durch den autonomen Tarif die Vortheile der Tarifverträge anderer Länder, in erster Linie derjenigen Frankreichs, auf Grund des Frankfurter Vertrags, mitgenossen hat und dormalen noch genießt — ein solcher Zustand ist auf die Länge überhaupt nicht haltbar, und der Leiter der deutschen Politik wird sich früher oder später dazu bequemen müssen, wieder auf den Boden der Tarifverträge zurückzukehren, wenn gleich noch keine Anzeichen für eine solche Aenderung vorhanden sind. Die Hauptschwierigkeit wird die sein, die durch die Schutzzollpolitik in allen Ländern neugeschaffenen Interessenspositionen wieder zu beseitigen, wenn einmal die Zweckmäßigkeit erleichterter internationaler Verbindungen wieder Geltung erlangen wird. Wir haben schon früher darauf hingewiesen, wohin es führen muß, wenn alle Länder ihre Zollpolitik dahin richten, den eigenen Markt zu monopolisieren und mittelst Ausgangsprämien und Schleuderpreisen an der Ausbeutung der fremden Märkte theilzunehmen. Das kann Einer, so lange die andern es zulassen; sobald aber alle das gleiche System befolgen, so führt es nothgedrungen zur ökonomischen Anarchie, wie Herr Bundesrath Droz in der «Bibliothèque universelle» sehr richtig auseinandergesetzt hat. Diese Meinungsäußerung des Schweiz. Expräsidenten gipfelt darin, daß die Ansätze der Zolltarife benachbarter und befreundeter Länder unter keinen Umständen 10 % des Werthes überschreiten und daß eine internationale Konvention für die Tarifarangelegenheiten angestrebt werden solle, wie solche für Post und Telegraphen und künstlerisches und gewerbliches Eigenthum vereinbart worden sind, um die Tarife in obbezeichnetem Sinne zu kontrollieren und Ueberschreitungen zu verhindern.

Merkwürdiger Weise ist der Präsident der großen amerikanischen Republik, Cleveland, zu gleicher Zeit fast, aber von anderem Standpunkte aus, im Falle gewesen, sich gegen zu hohe Schutzzölle auszusprechen. Daß dem Anwachsen der Geldplethora in der Staatskasse ein Ende gemacht werden müsse, darüber waren die amerikanischen Radikalen wie die Demokraten zwar schon längst einig; der Streit schwebte bloß über die Mittel der Abhülfe. Die Radikalen wollten zu diesem Behufe die Konsumsteuern erleichtern, die Demokraten neigten sich eher zu Tarifreduktionen, allein durchaus nicht in so ausgesprochener Form, als sie Cleveland in seiner Botschaft vom 10. Dezember 1887 gebracht hat, worin einerseits die unbillige, weitgehende Schädigung des amerikanischen Konsumenten und andererseits die Hinderung des Fortschrittes der amerikanischen Produktion durch die bestehenden hohen Schutzzölle betont und beleuchtet, eine Reduktion des jetzt geltenden Tarifes verlangt und als Plattform für die nächste Präsidentenwahl aufgestellt wird.

Seither ist in Amerika eine mannigfaltige Literatur entstanden, welche das pro und contra der Cleveland'schen Vorschläge erörtert. Unter anderen hat Mr. Henry Walteson, einer der tüchtigsten amerikanischen Nationalökonomien, die verschiedenen Abnormitäten des jetzigen Zolltarifes der Vereinigten Staaten an's Licht gezogen und zergliedert. Wir können uns nicht enthalten, eine dieser Abnormitäten hier wiederzugeben.

Der Zoll auf Eisenerze beträgt laut dem Tarif der Vereinigten Staaten 40 %, der auf Schmiedeeisen 43 % und auf Stahlwaaren 37 %. Im Jahre 1887 wurden von dem amerikanischen Stahlschienen-Kartelle 1,500,000 Tonnen Bessemer Stahlschienen erzeugt, welche dieser Zollprivilegien theilhaftig waren. Nun gibt es in den Vereinigten Staaten zirka 140,000 Meilen Eisenbahnen, wozu im Laufe des Jahres noch 10,000 weitere kamen. Zum Baue jeder Meile bedarf es 90 Tonnen Stahlschienen, und jede Tonne muß in Folge des Zolles um 15 \$ höher bezahlt werden, so daß die Mehrausgabe pro Meile Eisenbahn aus diesem Grunde auf 1350 \$ beziffert werden kann, was auf 10,000 Meilen, die als ziemlich regelmäßiger Zuwachs betrachtet werden können, 13'500,000 \$ jährlich ausmacht. Rechnet man noch den Bedarf für Erneuerung dazu und nimmt man die Dauer einer Stahlschiene auf 14 Jahre an, so hat man fernere jährliche 10,000 Meilen als erneuerungsbedürftig mit einer zweiten Mehrausgabe von 13'500,000 \$, zusammen 27'000,000 \$, für welche die amerikanischen Eisenbahnen zu hoch einstehen und die aus der Tasche des amerikanischen Steuerzahlers in die Kassen der Mitglieder des Stahlschienenkartelles wandern. Auf die gleiche Ursache wird auch die finanzielle Schwäche vieler amerikanischer Bahnen zurückgeführt.

Die Ansichten des Herrn Cleveland scheinen in den Vereinigten Staaten an Boden zu gewinnen. Der Vorschlag des Herrn Droz wird einstweilen im Stadium des Ideals verharren bleiben. Noch eher wäre die Durchführung der Idee eines mitteleuropäischen Zollvereins der drei alliierten Staaten Deutschland, Oesterreich, Italien denkbar. Das wäre aber wiederum nur kollektiver Schutzzoll.

Die Schutzzollära hat übrigens bereits sonderbare Blüten getrieben, und die nicht am wenigsten sonderbare ist die, welche neben dem Ausschlusse fremder Arbeitsprodukte auch den der fremden Arbeiter betrifft. Wenn die Deutschen den Russen die unbequem gewordenen Polen zurücksenden, so hat das wohl mehr einen politischen Hintergrund, und die Zuschreibungen von Juden nach Oesterreich-Ungarn durch Rußland mögen aus Ursachen sozialer Natur entstanden sein, allein bereits die Ausweisung resp. Beschränkung der Deutschen in ihrer Erwerbssphäre in Polen und Rußland entspringt der ökonomischen Eifersucht und überträgt die Schutzzollidee von der Waare auf den Menschen. Wenn der Fall vereinzelt dastehen würde, so könnte man sich beruhigen und es mit den Kulturzuständen Rußlands begründen, allein dieser Trost fällt dahin, sobald wir sehen, daß die große Schwesterrepublik jenseits des Meeres, daß die Vereinigten Staaten von Nord-Amerika in gleicher Richtung vorgegangen sind. Was nützt es, so argumentieren die amerikanischen Ökonomen und Politiker von der Schutzzollpartei, die europäischen Waaren des billigen Preises wegen auszuschließen bezw. deren Eingang zu erschweren, wenn

man die Anstifter und die Grundursache dieser Billigkeit, die an Hungerlöhne gewöhnten europäischen Arbeiter frei zur Mitbewerbung bei der amerikanischen Produktion zuläßt? Daher die der Einwanderung in die Vereinigten Staaten bereiteten Hindernisse und der Kongreßbeschuß, daß es verboten sein solle, Arbeitsverträge irgend welcher Art mit Jemanden abzuschließen, der nicht bereits auf dem Boden der Vereinigten Staaten angekommen und niedergelassen sei. Am besten illustriert wird dieses Verbot durch eine amerikanische Anekdote, welche vor einiger Zeit auch in europäischen Blättern die Runde gemacht hat, wonach die Kirchenvorsteherchaft der Trinitykirche in New-York vor Gericht geladen worden sein soll unter der Anklage, Mr. Warren, einen berühmten Prediger in London, für ihre Kirche engagiert und sich damit gegen obiges Verbot verfehlt zu haben.

In Europa sind wir auf diesem Punkte noch nicht ganz angehangen, allein die Ansätze dazu sind ebenfalls vorhanden. In England verlangt der Arbeitsekretär Burnet, daß von den eingewanderten Arbeitern eine besondere Abgabe erhoben werde. In gleicher Weise wurde in der französischen Deputirtenkammer der Antrag gestellt, die fremden Arbeiter mit einer Spezialsteuer zu belegen, und auf Begehren der Pariser Zimmermaler wird die Sozialistengruppe der Kammer beantragen, daß die fremden Arbeiter von öffentlichen Bauten ausgeschlossen werden.

Wegen eines materiell geringfügigen Zankes in Florenz wurde in Frankreich allen Ernstes verlangt, daß, falls nicht Genugthuung gegeben werde, sämtliche italienischen Arbeiter in Frankreich, etwa 300,000 an der Zahl, ausgewiesen würden. In neuester Zeit sind bekanntlich in Grenoble von den einheimischen Arbeitern ähnliche Forderungen gestellt worden.

Auf die nicht unhäufigen Ausweisungen von mißbeliebigen Unternehmern und Arbeitern in Elsaß-Lothringen kann hier weniger Gewicht gelegt werden, es sind dieselben mehr politischer Natur, deßgleichen der Ausschuß der russischen Valoren von der Lombardung bei der deutschen Reichsbank. Die Ueberhandnahme des förmlichen Ausschlusses ausländischer Konkurrenz bei Ausschreibung von öffentlichen Arbeiten oder Lieferungen, die sich in der letzten Zeit auch in der Schweiz zeigt, gehört dagegen in dieses Gebiet von Erscheinungen.

Fassen wir schließlich noch in's Auge, daß in letzter Zeit zu dem Streben nach Autonomie und Ueberlegenheit auf dem ökonomischen Gebiete und dem daraus resultierenden Zollkämpfe auch noch die Ausschließlichkeit auf dem sprachlichen Gebiete schärfer aufgetreten ist — daß die Russen, die Magyaren, die Czechen die deutsche Sprache in Acht und Bann erklären, daß die Deutschen im Elsaß der französischen und in den Ostprovinzen der polnischen Sprache Abbruch zu thun und sie durch die deutsche Sprache zu verdrängen suchen — was alles vielleicht dazu dient, der Weltsprache, dem Volapük, die Wege zu bahnen — so erhalten wir ein Bild des internationalen Verkehrs bezw. seiner Störungen, welches mit den stets fortschreitenden technischen Erleichterungen dieses Verkehrs in grellem Widerspruche steht.

Technikum in Bern. Auf der Delegirtenversammlung des bernischen kantonalen Gewerbeverbandes vom 8. April d. J. bildete die Frage der Errichtung einer höhern Gewerbeschule (Technikum) einen der Verhandlungsgegenstände. Wir entnehmen folgendes über den diesen Gegenstand beschlagenden Theil der Verhandlungen dem «Gewerbe»:

«Herr Großrath Demme begründet diese seine im Großen Rathe gestellte Motion in vortrefflicher Weise. Herr Scheidegger referirt ferner hierüber und sagt u. A., daß der Antrag auf Errichtung eines Technikums schon vor drei Jahren gestellt worden sei und daß sich dann aus diesem Antrag nach langen Berathungen die Lehrwerkstättenfrage gebildet habe. Er sei für das Technikum für diejenigen Berufe und Industriezweige, bei denen die Lehrwerkstätten nicht durchführbar sind. Herr Reg.-Rath v. Steiger spricht seine Freude aus über die Motion Demme und über die gepflogenen Besprechungen. Er sagt, die Hauptschwierigkeit sei die Geldfrage. Der Gewerberath möchte die Frage weiter verfolgen, um dann später bestimmte Vorschläge machen zu können. Herr v. Steiger theilt ferner mit, daß der Bund den Kauf der Kavalleriekaserne beabsichtige; er wünscht, daß der Gewerberath die Frage prüfen möchte, ob dieses Gebäude für gewerbliche Zwecke geeignet sei oder nicht, um eventuell der Veräußerung des Gebäudes entgegenzuwirken.»

Handelspolitisches. Bezüglich der Stellungnahme der österreichisch-ungarischen Regierung bei den Berathungen der gegenwärtig in Wien tagenden Zoll- und Handelskonferenz über den mit der Schweiz abzuschließenden Handelsvertrag läßt sich die «N. Fr. Presse» folgendermaßen vernehmen:

«Die ungarische Regierung wird jedenfalls energisch für den Abschluß eines Tarifvertrages mit der Schweiz eintreten, und sie wird in dieser Tendenz die Unterstützung des Ministeriums des Auswärtigen finden. Aber auch das österreichische Handelsministerium hatte die Absicht, in Verhandlungen über einen Tarifvertrag mit der Schweiz einzutreten, und es ist nicht anzunehmen, daß die Gutachten einiger Handelskammern hierin eine Aenderung herbeigeführt haben. Gerade heute wird aus Innsbruck gemeldet, daß die dortige Handelskammer für den Abschluß eines Tarifvertrages mit der Schweiz sich ausgesprochen habe; allein die Gutachten mehrerer Handelskammern, darunter auch jenes der Wiener Handelskammer, sprachen sich für die Beschränkung auf einen Meistbegünstigungs-Vertrag aus, und zwar mit Rücksicht darauf, daß die der Schweiz eventuell zu machenden Zollzugeständnisse das Verhältniß zu Deutschland tangiren würden. Es wurde schon bei früheren Gelegenheiten erwähnt, daß die Forderungen, welche die schweizerische Bundesregierung bezüglich des abzuschließenden Tarifvertrages gestellt hat, nicht wohl erfüllbar sind; allein es ist anzunehmen, daß die Schweiz im Verlaufe der Verhandlungen ihre Ansprüche auf ein erreichbares Maß restringiren wird. Auf einer solchen Basis aber wäre ein Tarifvertrag dem Abschlusse eines bloßen Meistbegünstigungsverhältnisses unbedingt vorzuziehen, weil Oesterreich-Ungarn wichtige Exportinteressen in der Schweiz zu wahren hat. Man macht geltend, daß die Schweiz agrarische Repressalien nicht wohl ergreifen könne, weil sie dadurch die Interessen ihrer Bevölkerung am meisten schädigen würde.»

— Aus dem Gutachten der Handelskammer von Feldkirch betreffend den Handelsvertrag mit der Schweiz theilen wir in Ergänzung eines diesbezüglichen Artikels in Nr. 52 dieses Blattes noch Folgendes mit:

Die Aufhebung des Appreturverfahrens und die Herabsetzung der Zölle auf Baumwollwaare wäre von großem Nachtheile für den Kammerbezirk. Die Baumwollbranche hat in der Schweiz eine große Ausdehnung und ist geeignet, die Industrie des Kammerbezirk, die sich unter dem Schutze der jetzigen Zölle so mächtig entwickelt hat, zu schädigen. Ueberdies würde auch die durch die Meistbegünstigung bedingte gleiche Zollermäßigung für die deutsche Baumwollindustrie jene Schädigung noch verschärfen. Die Schweiz ist durch den Bau der Arlbergbahn bezüglich der Billigkeit der dorthin von uns transitirenden landwirtschaftlichen Produkte auf unsere Provenienzen angewiesen, und es ist nicht denkbar, daß die Schweizer Regierung durch erhöhte Zölle auf diese Produkte sich deren Bezug vertheuern wird. Was nun den Grenzverkehr anbelangt, so ist es selbstverständlich, daß auf Erhaltung und Verbesserung desselben großer Werth gelegt wird. Es ist durch diesen Verkehr eine Hausindustrie in Vorarlberg und in der Schweiz entstanden, und mehr als 3000 Stickmaschinen stehen bei uns zu diesem Zwecke in Arbeit. Erwägt man, daß die Schweizer Kaufmannschaft den meisten Nutzen aus dem Handel mit diesen nach aller Welt gehenden bestickten Waaren zieht, daß auch in der Schweiz die gleiche Hausindustrie in hoher Entwicklung steht, daß nur die mit niedrigem Lohne bedachten Waaren zu uns zur Bestickung gelangen, die mit höheren Löhnen bezahlten Waaren aber in der Schweiz bleiben, so wird man ermessen, daß die Aufrechterhaltung dieses Verkehrs bei Weitem in höherem Grade im Interesse der Schweiz liegt, als in dem unsern. Auch die Aufhebung desselben würde nur für die Schweiz die gewiß nicht erwünschte Folge haben, daß in Vorarlberg Etablissements entstehen würden, welche nicht nur die Bestickung selbst, sondern auch den Export der bestickten Waaren übernehmen und der Schweiz eine mächtige Konkurrenz bereiten würden. Die Aufrechterhaltung dieses Verkehrs ist also nicht als Konzession zu betrachten, welche uns die Schweiz gewährt, sondern als ein Zugeständniß, das wir ihr einräumen. Dieser Verkehr verlangt jedoch in mancherlei Hinsicht, namentlich in den einzelnen Theilen der Manipulation, eine Regelung und manche Korrekturen. Das Verlangen der Schweiz nach Aufhebung des Appreturverkehrs für gefärbte und bedruckte Waaren im Grenzverkehr ist absolut abzuweisen, denn abgesehen davon, daß ein solcher Verkehr wohl mit Deutschland, niemals aber mit der Schweiz bestanden hat, hätte eine solche Konzession nur den Ruin der zahlreichen im Kammerbezirk befindlichen blühenden Färbereien und Druckereien im Gefolge.

— In der in der Deputirtenkammer gehaltenen Rede über den italienisch-spanischen Handelsvertrag hat der spanische Minister des Auswärtigen verschiedene Gründe zu Gunsten der Ratifikation dieses Uebereinkommens vorgebracht. Unter andern soll derselbe, laut einem Telegramm der Agentur Stephani, geltend gemacht haben, daß die Verhandlungen in Folge der von Italien vorgenommenen Erhöhung der Ansätze seines

Generaltarifs sehr mühselige gewesen seien und daß die Unterzeichnung des betreffenden Schriftstückes erst erfolgt sei, nachdem er die Ansicht des Finanzministers hierüber einvernommen. Uebrigens gibt der Handelsminister der Hoffnung Ausdruck, daß Italien in Bälde einen Handelsvertrag mit Frankreich abschließen werde und daß Spanien sodann in Folge der Meistbegünstigungsklausel an den Frankreich zugestandenen Begünstigungen theilnehmen werde. Andererseits macht der Minister, um die wegen der Möglichkeit einer Konkurrenz der italienischen Produkte erhobenen Bedenken zu entkräften, auf die geringe Bedeutung der Handelsbeziehungen zwischen Spanien und Italien aufmerksam. Neuesten Nachrichten zufolge scheint die Annahme des Vertrages seitens der spanischen Deputirtenkammer sicher.

Politique commerciale. Dans le discours prononcé, à la chambre des députés, en faveur de la ratification du traité de commerce ITALO-ESPAGNOL, le ministre des affaires étrangères espagnol a présenté divers arguments. Entre autres, il aurait fait valoir, lisons-nous dans un télégramme de Madrid de l'agence Stefani, que les négociations ont été laborieuses, parce que l'Italie a augmenté son propre tarif général et que ce n'est qu'après avoir pris l'avis de son collègue des finances et du directeur des douanes que l'acte a été signé. Il exprime d'ailleurs l'espérance que l'Italie conclura bientôt un traité de commerce avec la France et que, en vertu du principe de la nation la plus favorisée, l'Espagne sera également appelée à bénéficier des avantages stipulés en faveur de la France. D'autre part, le ministre espagnol s'appuie sur le peu d'importance des relations commerciales entre l'Espagne et l'Italie pour combattre les craintes soulevées par la concurrence possible des produits italiens. L'acceptation du traité par la chambre des députés espagnols paraissait assurée aux dernières nouvelles.

Télégraphes. Le câble St-Vincent-Barbade est rétabli.

Wochensituation der Deutschen Reichsbank.

	7. April	15. April	7. April	15. April
	Mark	Mark	Mark	Mark
Metallbestand	856,973,000	878,769,000	934,037,000	896,337,000
Wechsel	452,382,000	438,454,000	Tagl. fällige Verbindlichkeiten	862,064,000
Effekten	9,597,000	10,183,000		394,095,000

Situation der Oesterreichisch-Ungarischen Bank.

	7. April	15. April	7. April	15. April
	östr. fl.	östr. fl.	östr. fl.	östr. fl.
Metallschatz	209,412,625	208,931,338	Banknotenumlauf	866,059,860
Wechsel:			Tagl. fällige Verbindlichkeiten	867,671,510
auf das Inland	127,063,774	132,019,493		9,578,208
auf d. Ausland	17,333,533	17,559,846		2,438,492
Lombard	23,715,450	23,474,120		

Privat-Anzeigen — Annonces non officielles

Zeilenpreis für Insertionen: die halbe Spaltenbreite 25 cts., die ganze Spaltenbreite 50 cts.

Le prix d'insertion est de 25 cts. la petite ligne, 50 cts. la ligne de la largeur d'une colonne.

Joseph Arbez, au Brassus, rappelle à ses nombreux clients et fournisseurs que, sous date du 12 août 1886, il a retiré la procuration qu'il avait confiée à **Léon Arbez**. Il déclare, de plus, que ledit Léon Arbez ne fait plus partie de sa maison.

Joseph Arbez.

N° 101. Le juge de paix du cercle du Chenit atteste la vérité de la signature ci-dessus de Joseph Arbez, qui lui est présentée par ledit.

Chenit, le sept avril mil huit cent huitante-huit.

Capt. juge de paix.

Maschinenbaugesellschaft Basel.

Die **Generalversammlung** zur Genehmigung von Artikel 3 der Statuten (gemäß Art. 619 Obl. R.) und zur Besetzung der Kontrollstelle findet **Samstags den 28. April 1888**, Vormittags 10 Uhr, Hochstraße Nr. 34 in Basel statt, wozu die Herren Aktionäre andurch eingeladen werden.

Der Verwaltungsrath.

Eidgenössische Transport-Versicherungs-Gesellschaft in Zürich.

Die Herren Aktionäre werden hiemit in Gemäßheit der §§ 11 und 13 der Gesellschaftsstatuten zu der am Freitag den 27. April, Vormittags 11 Uhr, im Bureau der Gesellschaft, Bleicherweg 2, stattfindenden

sechsten ordentlichen Generalversammlung

zur Behandlung der nachstehenden Geschäfte eingeladen:

- 1) Vorlage des Jahresberichtes und der Jahresrechnung für das sechste Geschäftsjahr, sowie des schriftlichen Berichtes der Herren Rechnungsrevisoren.
- 2) Beschlußnahme über Verwendung des Jahresergebnisses.
- 3) Wahl von vier Mitgliedern des Verwaltungsrathes laut § 19 der Statuten.
- 4) Wahl zweier Rechnungsrevisoren und zweier Suppleanten für das Rechnungsjahr 1888.

Stimmkarten können von den Berechtigten vom 23. April an auf dem Bureau der Gesellschaft bezogen werden.

Zürich, 23. März 1888.

(O F 7689)

Eidgenössische Transport-Versicherungs-Gesellschaft.

Namens des Verwaltungsrathes,

Der Präsident:
Adelrich Benziger.

Der Protokollführer:
Ed. Fierz.

Der Direktor:
Wettstein.

Der Jahresbericht, der Rechnungsabschluß, sowie der Bericht der Revisoren, wird den Herren Aktionären zugesandt; überdies liegen die genannten Schriftstücke vom 14. April an im Bureau der Gesellschaft zur Einsicht auf.

„Schweiz“ Transport-Versicherungs-Gesellschaft im Zürich.

Die Tit. Herren Aktionäre werden hiemit zu der **Freitag den 27. April, Vormittags 9 1/2 Uhr**, im Geschäftsbüro unserer Gesellschaft stattfindenden

achtzehnten ordentlichen Generalversammlung

eingeladen, in welcher folgende Geschäfte zur Verhandlung kommen werden:

- 1) Bericht des Verwaltungsrathes über das Rechnungsjahr 1887 und Abnahme der Jahresrechnung auf Grundlage des schriftlichen Berichtes von zwei Rechnungsrevisoren.
- 2) Vertheilung des Jahresgewinnes.
- 3) Wahlen in den Verwaltungsrath.
- 4) Wahl zweier Rechnungsrevisoren und zweier Suppleanten für das Rechnungsjahr 1888.

Die Stimmkarten können von Dienstag den 24. April, ab bis Freitag den 27. April, Morgens 9 Uhr, auf dem Bureau der Gesellschaft in Empfang genommen werden.

Zürich, den 6. April 1888.

(H 1436 Z)

„Schweiz“ Transport-Versicherungs-Gesellschaft.

Namens des Verwaltungsrathes,

Der Präsident:
Riedtmann-Naef.

Der Direktor:
H. Knorr.

Bank in Schaffhausen.

Nachdem die heute stattgefundene Generalversammlung die Abrechnung vom Jahre 1887 genehmigt hat, so kann die Dividende von

5 % = Fr. 25 per Aktie

gegen Ablieferung des Coupons **Nr. 25** von heute an bezogen werden:

an unserer Kasse,
bei der Tit. **Bank in Winterthur,**
bei der Tit. **Basler Handelsbank in Basel,**
bei Herrn **C. W. Schläpfer in Zürich,**
woselbst die bezüglichen Bordereaux bereit liegen.

Schaffhausen, den 16. April 1888.

(H 1383 Q)

Namens des Verwaltungsrathes,

Der Bankdirektor:
Stokar.

Der Bankpräsident:
Dr. Emil Joos.

A. Labhart, pat. Rechtsanwalt, Romanshorn.

Advokatur und Inkasso für die ganze Schweiz, spez. St. Gallen u. Thurgau.

Société électrique Vevey-Montreux.

MM. les actionnaires sont convoqués en **assemblée générale ordinaire** pour le **mercredi 2 mai**, à 11^{1/2} heures du matin, à Montreux, salle du conseil communal du Châtelard.

On commencera à 11 heures à établir la feuille de présence.

Ordre du jour:

Rapport du conseil d'administration.

Rapport des contrôleurs.

Approbation des comptes.

Propositions des contrôleurs.

Nomination des contrôleurs pour l'exercice 1888.

Revision des statuts.

Autorisation de contracter un emprunt par obligations.

Les cartes d'admission à l'assemblée seront remises à MM. les actionnaires, sur la présentation des titres d'actions, aux adresses suivantes:

A la Banque cantonale vaudoise à Lausanne et à ses agences.

A la Banque de Montreux, à Montreux.

A Vevey, au bureau de la Société, rue de Lausanne, 13.

Les cartes seront délivrées du 20 au 29 avril.

Des exemplaires imprimés du rapport du conseil d'administration, avec bilan et rapport des contrôleurs seront mis à la disposition de MM. les actionnaires dès le 24 avril au jour de l'assemblée dans les bureaux ci-dessus indiqués.

Le président du conseil d'administration:

Ad. Dupraz.

Ersparniskasse des Amtsbezirks Signau.

Infolge der von der Generalversammlung vom 19. Juni und 30. Oktober 1887 revisionsweise beschlossenen und mit 1. Januar 1888 in Kraft erwachsenen Statuten sind die in den Jahren 1840 und 1841 ausgetragenen Aktiengutscheine gegen Bezug einer Vergütung von 100 Fr. zurückzugeben.

Auf die bis anhin ergangenen Einladungen sind achtzehn dieser Aktiengutscheine, welche auf den Namen der nachgenannten Personen im Aktienbuch eingetragen sich befinden, noch nicht zurückgeliefert:

Nr. 29. Joh. Jb. Joost, Hirschenwirth in Langnau.

» 38. C. Lauterburg und die Erbschaft des J. J. Joost in Langnau.

» 47. Jakob Friedr. Gfeller, Negt. in Signau.

» 50. Christian Lehmann, Dorf Müller in Langnau.

» 74. Samuel Gerber, Schullehrer in Röttenbach.

» 133. Ulrich Hofer, Krämer in Langnau.

» 136. Hans Ulrich Röthlisberger, Schreiner zu Stettlen.

» 137. Johannes Zingg, Unterweibel zu Lauperswyl.

» 139. Johannes Balz, von Langnau, in Lauperswyl.

» 145. Johann Gerber, Pintenwirth zu Aeschau.

» 146. Christian Gerber, Handelsmann zu Dreiwegen bei Langnau.

» 166. Christian Lüthi, älter, Rechtsagent in Langnau.

» 169. Johannes Aeschbacher, beir Neumühle.

» 170. Sigmund Gebner, Pfarrer in Rüderswyl.

» 178. Michael Kipfer, im Pfaffenbach bei Langnau.

» 194. Ulrich Brechbühl, Maurermeister am Bäreggstalden zu Langnau.

» 201. Christian Peter und Maria Lüthi, Peters, zu Lauperswyl.

» 203. Peter Leuenberger, Unterthalhalter zu Lauperswyl.

Die Inhaber dieser Aktiengutscheine werden nochmals aufgefordert, dieselben binnen drei Monaten, vom Datum dieser Publikation an gerechnet, geltend zu machen.

Langnau, den 20. April 1888.

Ersparniskasse des Amtsbezirks Signau.

Namens der Direktion,

Der Präsident:

Fr. Zürcher.

Der Sekretär:

Juzeler, Notar.

Schweizerischer Lloyd Rückversicherungs-Gesellschaft in Liquidation.

Seit der Aufforderung an unsere Gläubiger vom **22. Januar 1886** ist die Liquidation so weit fortgeschritten, daß mit der Vertheilung des Gesellschaftsvermögens begonnen werden kann (§§ 665—667 S. O. R.).

Die Tit. **Aktionäre**, welche die s. Z. eingeforderten Einzahlungen voll und ganz geleistet haben und ihren sonstigen Verpflichtungen nachgekommen sind, werden ersucht, ihre Titel vom nächsten 3. Mai an zur Abstempelung und Erhebung von **Fr. 100 per Aktie** einzusenden.

Winterthur, den 18. April 1888.

(H 1638 Z)

Die Liquidationskommission:

H. Gysl.

M. Keller.

J. G. Rutishauser.

Solothurner Kantonalbank.

Kündigung von Obligationen.

Wir kündigen hiemit die nachbezeichneten, s. Z. von der **Hypothekarkasse des Kantons Solothurn** und der **Solothurnischen Bank** ausgegebenen Obligationen zur Rückzahlung wie folgt:

Auf 15. Oktober 1888:

4 % Obligationen der Solothurnischen Bank.

(Weißes Papier.)

Nr. 16, 39, 47, 241, 396, 518, 794, 856, 871, 924, 1014, 1021, 1081, 1159, 1300, 1314, 1331, 1464, 1680, 1698, 1703/4, 1710, 1725, 1727, 1896/97, 1899, 1950, 1955, 1980, 1982, 1987, 1993, 1995, 1999, 2000, 2004/5 2011, 2013, 2014, 2016/18, 2023/28, 2031, 2035, 2041, 2044/45, 2047/52, 2055/60, 2062/63, 2065, 2067/70, 2072, 2082/84, 2086/89, 2098, 2100/1, 2103/6, 2111/12, 2115, 2117/19, 2121/22, 2124/27, 2132, 2134/36, 2138, 2140, 2142/43, 2148, 2150/56, 2159/60, 2162/63, 2165/77, 2179, 2181, 2184/85, 2187/96, 2199, 2200/2, 2206/9, 2212, 2216, 2218/23, 2226/28, 2233/34, 2238/40, 2242, 2244, 2249, 2251, 2253/56, 2260, 2264, 2274/75, 2283/85, 2288, 2292/97, 2299, 2300, 2304, 2306.

4 % Obligationen der Solothurnischen Bank.

(Blaues Papier.)

Nr. 17, 30, 39, 48, 52, 55, 59, 64, 74, 77, 100, 104, 115, 122, 124, 133, 153, 156, 158, 185, 193, 175, 199, 221, 228, 237, 239, 250, 258, 284, 295, 296, 301, 314, 322, 326, 414, 417, 575, 599, 608, 610, 621, 625, 634, 697, 709, 731, 739, 765, 769, 774, 785/86, 804, 807, 811/12, 818, 836, 840, 847, 850, 851, 866, 872, 873, 876, 897, 900, 902, 908, 919, 927, 946/48, 950, 957, 963, 972, 975, 979, 982/84, 989, 990, 1004/5, 1008, 1010/12, 1018, 1021, 1026, 1033/34, 1051/52, 1062, 1068, 1073, 1080, 1097, 1100, 1103, 1106, 1140, 1144, 1157, 1164, 1171, 1180, 1183, 1188, 1204, 1222, 1252/53, 1256/60, 1273, 1275/76, 1279, 1287, 1289/90, 1293, 1303/7, 1316, 1323/25, 1327, 1329/35, 1347/51, 1353/54, 1357, 1362/63, 1368/69, 1371, 1377, 1381/84, 1391/92, 1394, 1412/13, 1429, 1432, 1434, 1436/37, 1440, 1442, 1450, 1452, 1454/55, 1458, 1463, 1470, 1473, 1477/78, 1484, 1487, 1491, 1494, 1497/98, 1501, 1507, 1509, 1511, 1520, 1522/27, 1529, 1538, 1542, 1544/46, 1549, 1551, 1556, 1563, 1579, 1581, 1590, 1594/95, 1599, 1600, 1603, 1607, 1613, 1624, 1626, 1630/31, 1637/39, 1642, 1650, 1658, 1661/62, 1672, 1674/77, 1687, 1696, 1703, 1707, 1710, 1714, 1716, 1726, 1735, 1739/40, 1743, 1752, 1754, 1758, 1761, 1765, 1767, 1771, 1774/75, 1777, 1779/80, 1783, 1786, 1788, 2045, 2067, 2099, 2100, 2139, 2158/59, 2189/90, 2227, 2229, 2241, 2243/45, 2249, 2262, 2272, 2308, 2310/11, 2317, 2320, 2348, 2353, 2355, 2357, 2362, 2364/65, 2368/69, 2373/76, 2378, 2380/81, 2383/84, 2390/93, 2395, 2401, 2406/9, 2413/15, 2420, 2428/29, 2438/45, 2447/49, 2452/53, 2459/60, 2464/66, 2468/74, 2476/85, 2488/93, 2496/97, 2499, 2500, 2503/6, 2508/9, 2511/12, 2517/18, 2523/26, 2535, 2559, 2561/63, 2567/79, 2582, 2584, 2591/93, 2595, 2597/2604, 2606/8, 2611/14, 2616, 2618, 2620/23, 2625/27, 2629/31, 2634, 2636, 2642/50, 2652/55, 2657, 2662, 2666/76, 2680/81, 2684, 2686, 2688/89, 2693, 2695, 2699, 2705/7, 2710/11, 2714/24, 2726, 2728/32, 2735, 2740, 2745/50, 2757/60, 2762, 2767/71, 2773/76, 2779, 2781/84, 2786, 2788/90, 2792/93, 2798, 2800, 2802/13, 2816, 2818/24, 2826/37, 2839.

Obligationen der Hypothekarkasse des Kantons Solothurn.

à 4 1/4 %: Nr. 10468, 10470, 10484/85, 10489, 10509/12, 10520/22, 10528/37, 10552/56, 10559/62, 10569/76, 11030.

à 4 1/2 %: Nr. 10504, 10508.

à 4 3/4 %: Nr. 2754/55, 3543/51, 3555/63, 3566/85, 3588/89, 3628/44, 3646/52, 3654/59, 3666/89, 3697, 3745/75, 3778, 3780/81, 3783/96, 3798/99, 3802/26, 3828/43, 3847, 3849/78, 3914/37, 3940/46, 3973, 3975/99, 4000/32, 4034/60, 4168/69, 4172/73, 4217/41, 4243/44, 4246/57, 4308, 4310, 4313/14.

Mit dem 15. Oktober 1888 hört die Verzinsung dieser Obligationen auf. Die gekündeten Titel können von den Inhabern in 3 1/2 % Obligationen unserer Anstalt konvertiert werden. Dieselben lauten auf 3 Jahre fest mit nachherigem Kündigungsrecht auf 6 Monate. Sie werden in Stücken von 500, 1000 und 5000 Franken, auf den Namen oder den Inhaber lautend ausgegeben.

Die Anmeldung zur Konversion muss bis 31. Mai 1888 bei einer der nachbezeichneten Stellen stattfinden.

Bei den gleichen Stellen findet vom Verfalltage an die Rückzahlung der übrigen Titel und vom 15. Juli 1888 an der Umtausch der konvertierten Titel spesenfrei statt.

Von früher gekündeten und fälligen Obligationen sind **nach ausstehend und tragen nicht mehr Zins:**

A. Obligationen der Solothurnischen Bank (weißes Papier):

Nr. 1777.

B. Obligationen der Solothurnischen Bank (blaues Papier):

Nr. 172, 1563, 2275/78, 2333.

C. Anleihen der Solothurnischen Bank

(fällig am 1. Juni 1887):

Lit. A Nr. 375; Lit. B Nr. 1428, 1458.

D. Anleihen Serie A der Hypothekarkasse des Kantons Solothurn vom 10. Oktober 1871:

Nr. 176/178, 231, 235/238, 254, 255, 282, 283, 386/91, 408/9, 415/419, 423, 436/45, 539/540, 565, 596, 597, 623, 650/654, 663, 664, 695/704, 716/718, 742/749, 751/754, 768, 775, 893, 894, 908/910, 936/947, 963/982, 990, 1007, 1011, 1014/15, 1036/42, 1088/92, 1273/77, 1383, 1434, 1520/39, 1557/76, 1627/31, 1633/34, 1672/90, 1719/20, 1829/43, 1889, 1943/44, 1987/88, 1992, 1996.

E. Anleihen Serie B der Hypothekarkasse des Kantons Solothurn vom 1. Mai 1874:

Nr. 440.

F. Obligationen der Hypothekarkasse des Kantons Solothurn:

Nr. 2636, 2640, 2705/13, 2735, 2759, 2762/63, 2789/93, 2810/15, 2836/39, 2845, 2857/61, 6416/17, 6628, 7718, 7828/29, 9364, 9602/3, 10,327/30, 10,371, 10,373, 10,645.

Solothurn, den 12. April 1888.

Der Direktor:

Mägis.

Konversions- und Einlösungsstellen:

In **Solothurn, Olten, Bassthal** unsere Kassen.

» **Aarau**

Aargauische Bank.

» **Basel**

J. Riggenbach.

» **Bern**

Isaac Dreyfus, Söhne.

» **Zürich**

Tschann-Zeerleder & Co.

» **Neuenburg**

Schweizerische Kreditanstalt.

» **Genf**

Aktiengesellschaft Leu & Co.

Pury & Co.

Pictet & Co.

(S 633 Y)

Renseignements commerciaux.

Agence internationale

L. TATTET, directeur
GENÈVE

Procurateur — Montreux.

L. Genton, ancien procureur-juré, a ouvert un bureau à **Montreux**, maison Allamand à la **Rouvenaz**. Poursuites et recouvrements. Représentation devant les tribunaux et dans les faillites. Gérance. Achat de titres, etc.